

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 18 (1900)
Heft: 399

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnemente:
Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2tes Semester . . . 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post
abonnirt werden.

Preis einzelner Nummern 10 Cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Abonnements:
Suisse: un an . . . fr. 6.
2^e semestre . . . 3.
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux.

Prix de numéro 10 cts.

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich, ausgenommen Sonn- und Feiertage.	Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement.	Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce.	Parait 1 à 2 fois par jour, les dimanches et jours de fête exceptés.
Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc. Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgiszeile (für das Ausland 35 Cts.).		Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc. Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.).	

Inhalt — Sommaire
Abhanden gekommener Werttitel (Titre disparu). — Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Handelsregister. — Registre du commerce. — Chinesische Rechtsverhältnisse. — Schweizerische Strickwaren. — Streiks und Aussperrungen im Deutschen Reich 1899. — Internationale Telegraphenstatistik. — Ausländische Banken. — Banques étrangères.

Bureau de Courtelary.
6 décembre. La raison **J. A. Rosselet**, fabrication d'horlogerie, à St-Imier (F. o. s. du c. du 10 février 1883, n° 17, page 122), est éteinte par suite de renonciation du titulaire.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Das Bezirksgericht St. Gallen hat mit Beschluss vom 7. Dezember 1900 die Einleitung des Amortisationsverfahrens gemäss Art. 790 u. ff. O.-R. in Bezug auf folgenden abhanden gekommenen Prima-Wechsel verfügt: Summe: Fr. 534 30; Fälligkeit: 1. April 1901; Aussteller: A. Alder-Hohl; Bezogener: Arnold Hauser, Hinterlauben 4, St. Gallen. (W. 96)
Der allfällige Inhaber dieses Wechsels wird aufgefordert, denselben bis zum 1. Juli 1901 der unterzeichneten Kanzlei vorzuweisen, ansonst Kraftlos-erklärung desselben erfolgt.
Bezirksgerichtskanzlei St. Gallen: Dr Wegelin.

Bureau Erlach.
7. Dezember. Die Firma **Gottfried Schwab, Käser**, in Müntschemier (S. H. A. B. vom 1. Januar 1892) ist infolge Wegzuges des Inhabers erloschen und wird von Amteswegen gestrichen.

Bureau de Porrentruy.

5 décembre. Sous le nom de **Section jurassienne de la Société catholique suisse de tempérance** il a été fondé pour le Jura bernois une section (société dans le sens du titre XXVIII C. O.) de la Ligue catholique suisse de tempérance créée sous le patronage des évêques catholiques de la Suisse. Son siège est à Porrentruy. Les statuts portent la date du 14 mai 1900. Le but de la société est de lutter par tous les moyens honnêtes et légaux et particulièrement chrétiens contre l'alcoolisme et de travailler au relèvement moral et matériel des victimes de ce fléau. La société se compose de membres actifs, de membres aspirants et de membres honoraires.
a. Sont membres actifs toutes les personnes dès l'âge de 17 ans révolus qui s'engagent par signature donnée au comité d'une section, à se conformer pendant au moins une année, aux prescriptions en vigueur dans l'une des deux classes suivantes d'abstinents et qui observent strictement cet engagement depuis plus de trois mois: 1° Les membres de la première classe promettent l'abstinence complète de toute boisson enivrante sauf l'usage liturgique ou prescription médicale; 2° ceux de seconde classe promettent: I. de s'abstenir des boissons distillées et de ne faire qu'un usage modéré des boissons fermentées comme le vin et la bière; II. de ne forcer personne à boire et de travailler à empêcher chez les autres cette contrainte; III. de ne pas donner aux enfants de boissons enivrantes; b. Sont membres aspirants les jeunes gens de 14 à 17 ans révolus qui signent un engagement d'au moins trois mois. c. Sont membres honoraires les personnes qui rendent ou ont rendu des services marquants à la société. La réception des membres actifs a lieu par le comité de chaque section locale. Les membres honoraires de chaque section sont nommés par l'assemblée des membres actifs composant la section. Le président ou le vice-président, reçoit les membres aspirants et les autorise à fréquenter les assemblées. La sortie d'un membre de la société a lieu: 1° par exclusion prononcée par le comité du district sur la proposition du comité local; 2° par sortie volontaire une fois l'engagement pris expiré. Les membres actifs paient une cotisation mensuelle fixée par le comité de chaque section sous réserve de la ratification du comité de district. La société est administrée par un comité de neuf membres, élus au bulletin secret par les comités de districts réunis. Il choisit lui-même un bureau composé de: un président, un vice-président, un secrétaire, un caissier et 5 membres assesseurs. La durée des fonctions est de trois ans. Les convocations aux assemblées générales seront faites au moins sept jours à l'avance par lettre aux comités de sections indiquant les objets à traiter; s'il s'agit d'une affaire urgente, le délai sera réduit à trois jours. Lorsque le comité central le jugera utile, les convocations peuvent en outre être faites dans le journal «Le Pays». Le comité central est responsable des fonds confiés à sa garde. Un membre sortant volontairement ou non n'a aucun droit à la fortune social. La société est représentée et engagée vis-à-vis des tiers par le président (ou par le vice-président) du comité central et par le secrétaire du dit comité signant collectivement. Le président du comité central est J. J. Membrez, curé, à Undervelier; le vice-président est Joseph Rosé, curé, à Saulcy, et le secrétaire est Jules Riat, maître secondaire, à Vendincourt.

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

La Garantie Fédérale, Société française d'assurances mutuelles à cotisations fixes contre la mortalité du bétail et des chevaux, à Paris.

Les domiciles juridiques pour les cantons ci-après sont élus:
Ct. de Fribourg: Chez M. J. Mewly, vét., à Fribourg;
Ct. d'Appenzell-Rh. int.: Chez M. A. Sutter, vét., à Appenzell.
Par contre, les domiciles élus en son temps pour le
Ct. de Fribourg: Chez MM. ImSand & Co, à Fribourg;
Ct. d'Appenzell-Rh. int.: Chez M. E. Sutter, à Appenzell, sont supprimés. (D. 121)
Neuchâtel, le 6 décembre 1900.

Pour la Garantie Fédérale,
Le directeur en Suisse: Alf. Bourquin.

Mannheimer Versicherungsgesellschaft in Mannheim.

Das Rechtsdomizil für den Kanton Zürich wird verzeigt bei Herrn **Antoine Sartoris** in Zürich an Stelle des Herrn A. Baschó. (D. 122)

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern.
1900. 7. Dezember. **Sozialistische Genossenschaft „Vorwärts“** in Bern (S. H. A. B. 1898, pag. 381). Diese Genossenschaft hat unterm 22. Dezember 1899 und am 27. Mai 1900 Revisionen an ihren Statuten vorgenommen. Diese Revisionen hedingen folgende Abänderungen an den am 24. März 1898 in obenerwähntem Schweiz. Handelsamtsblatt publizierten Bestimmungen: 1) Rückzahlung der Anteile und Spareinlagen, neu: sie erhalten ihre Anteile und Spareinlagen nach Ablauf von sechs Monaten vom Tage des Ausschlusses oder des Austrittes zurück. Der Betrag der Anteilscheine wird — Ausnahmen vorbehalten — in Gutscheinen auf Waren zurückbezahlt. Die Spareinlagen werden bar abgegeben. 2) Bekanntmachungen finden ausser in der «Berner Tagwacht» neu, eventuell auch in andern Blättern statt. 3) Betriebskapital, neu: Dienen als solches auch die Einlagen in die Sparkasse. 4) Genossenschaftsorgane, neu: wurde ein Verwaltungsrat eingesetzt, die Mitgliederzahl der Direktion von sieben auf neun und die Zahl der Mitglieder der Revisionskommission von vier auf fünf erhöht; das Frauenkomitee besteht nicht mehr. 5) Die Vertretung der Genossenschaft üben aus und führen die verbindliche Unterschrift: Präsident und Sekretär unter sich gemeinsam oder je einzeln mit dem durch die Generalversammlung gewählten Verwalter. Präsident der Direktion ist Robert Renggli, von Escholzmatt, eidg. Arbeiter; Sekretär: Christian Grünig, von Burgstein, Angestellter, und Verwalter: Ernst Gerber, von Langnau, Typograph, alle in Bern wohnhaft. Weitere Mitglieder der Direktion (Vorstand) sind: Albert Jost, von Eggwil; Friedrich Barth, von Radelfingen, Heinrich Bachmann, von Bremen; Ferdinand Stammhaoh, von Uerkheim; Bendicht Dühi, von Schüpfen; Magdalena Klippstein, von Budesweiler im Elsass, und Elise Türlin, von Landiswyl, alle in Bern.

Bureau Biel.
7. Dezember. Die Firma **A. Frangi & Co** in Biel (S. H. A. B. Nr. 156 vom 9. Mai 1899) wird infolge Verlegung des Geschäftes ausserhalb des Registerbezirkes gestrichen.

7. Dezember. Die Firma **F. Wyseier** in Biel (S. H. A. B. Nr. 345 vom 6. November 1899) wird infolge Konkurserkennung über deren Inhaber von Amteswegen gestrichen.

Luzern — Lucerne — Lucerna

1900. 1. Dezember. **Reit- & Fabrschule Luzern (A. G.)** mit Sitz in Luzern (S. H. A. B. Nr. 207 vom 22. Juni 1899, pag. 835). Diese Aktiengesellschaft ist gemäss Beschluss der Generalversammlung vom 30. Juli 1900 in Liquidation getreten, welche von einer fünggliedrigen Liquidationskommission durchgeführt wird, in deren Namen Heinrich Halter, von Luzern, und Joseph Pfenniger, von Büron, beide in Luzern, je in Einzelzeichnung die verbindliche Unterschrift führen. Die bestehenden Kollektivunterschriften von Baptist Felder-Clement, Joseph Pfenniger und Friedrich Stocker sind daher erloschen.

1. Dezember. Der Inhaber der Firma **Ph. Gertner** in Luzern (S. H. A. B. Nr. 71 vom 31. März 1891, pag. 293 und dortige Verweisung) fügt derselben den Zusatz bei «Industrie Suisse» und «Optiker», so dass dieselbe nunmehr lautet **Industrie Suisse Ph. Gertner, Optiker**. Die Geschäftsnatur wird erweitert durch Fabrikation von Ellenheilvernaren und Reparaturen an in den Geschäftsbereich fallenden Fabrikaten. Alpenstrasse 5.

1. Dezember. Die Firma **Robert Zemp** in Luzern (S. H. A. B. Nr. 54 vom 12. März 1894, pag. 221 und dortige Verweisung) erteilt Prokura an den Sohn des Firmainhabers, Joseph Zemp.

1. Dezember. Inhaber der Firma **N. Augustin** in Luzern ist Niklaus Augustin, von Eschenbach (Luzern), in Luzern. Mechanische Werkstätte. Gewerbegebäude, Mühlenplatz 7. Der Ehefrau des Inhabers, Marie, geb. Zraggen, ist Prokura erteilt.

3. Dezember. Die Firma **J. Mörgeli-Haas** in Horw (S. H. A. B. Nr. 241 vom 28. August 1896, pag. 992) ist infolge Verzichts des Inhabers erloschen.

3. Dezember. Inhaber der Firma **J. Mock-Gürber** in Luzern ist Jakob Mock-Gürber, von Herisau, in Luzern. Buchbinderei und Papeterie. Morgtanstrasse 4.

3. Dezember. **Seebad-Aktion-Gesellschaft Luzern** in Luzern (S. H. A. B. Nr. 35 vom 14. März 1888, pag. 271 und dortige Verweisung). Infolge Ablehens

des Aktuars Heinrich Sidler wird derselbe gestrichen und tritt an dessen Stelle Vital Kopp, von Münster, in Luzern. Die übrigen Verhältnisse bleiben unverändert.

4. Dezember. **Ersparniskassa der Stadt Luzern** mit Sitz in Luzern. In der Generalversammlung dieser Aktiengesellschaft vom 7. November 1900 ist als Verwalter neu gewählt worden Franz Schiffmann-Businger, von und in Luzern, welchem in Einzelzeichnung die Führung der verbindlichen Unterschrift zusteht. Die im S. H. A. B. Nr. 362 vom 2. November 1900, pag. 1451, publizierten Unterschriftsberechtigungen bleiben fortbestehen.

4. Dezember. **Aktiengesellschaft Mech. Ziegel- & Backsteinfabriken Nebikon-Getttau, vormals Egger & Cie**, mit Sitz in Nebikon. Von der durch Generalversammlungsbeschluss vom 13. Februar 1897 erteilten Ermächtigung, das Aktienkapital durch Ausgabe neuer Aktien bis auf Fr. 400,000 zu erhöhen (S. H. A. B. Nr. 132 vom 13. Mai 1897, pag. 541) hat der Verwaltungsrat mit Beschluss vom 20. Februar 1897 in dem Sinne Gebrauch gemacht, dass vorläufig nur für Fr. 60,000 Aktien ausgegeben werden sollen. In der Generalversammlung vom 26. März 1900 ist sodann die Zeichnung und vollständige Einzahlung dieser emittierten Fr. 60,000 konstatiert worden. Das Aktienkapital beträgt demnach Fr. 360,000, eingeteilt in 720 Namenaktien von je Fr. 500.

4. Dezember. **Loge Lucerna No. 45 I. O. G. T. in Luzern**. (S. H. A. B. Nr. 50 vom 12. Februar 1900, pag. 203). Infolge Rücktrittes der bisherigen Mitglieder des Vorstandes dieses Vereins, Josef Wendelin Greter, Rudolf Brunner und Josef Vonäsch und sonstiger Verschiebung sind in der Vereinsversammlung vom 25. Oktober 1900 gewählt worden: als Präsident: Richard Scherer, bisher I. Beisitzer; als Kassier: Josef Hegglin, von Müswangen, in Luzern; als I. Beisitzer: Josef Bucher-Baumgartner, von Hohenrain, in Luzern; als II. Beisitzer: Dr. Ernst Rebfield, von Ruhrort, in Luzern, und als III. Beisitzer: Anton Müller, bisher Kassier.

5. Dezember. Die Firma **Ad. Dreyer-Wengi** in Luzern (S. H. A. B. Nr. 328 vom 8. Dezember 1896, pag. 1349) erteilt Prokura an Emil Pfenniger, von Büron (Luzern), in Luzern.

5. Dezember. Nachfolgende Firmen sind infolge Konkurses der Inhaber von Amteswegen gelöscht worden:

Bühlmann-Stirnemann in Luzern (S. H. A. B. Nr. 140 vom 24. Mai 1897, pag. 573).

C. Anzolato in Luzern (S. H. A. B. Nr. 170 vom 22. Juli 1893, pag. 441).

O. Felder-Waldis in Werthenstein (S. H. A. B. Nr. 250 vom 1. Dezember 1892, pag. 1010).

Schwyz — Schwyz — Svitto

1900. 7. Dezember. Die Firma **Joseph Schmid** in Brunnen (S. H. A. B. Nr. 178 vom 17. Juni 1893, pag. 745) ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

Freiburg — Fribourg — Friborgo

Bureau de Bulle (district de la Gruyère).

1900. 7. décembre. La **Société de fromagerie de Pont-en-Ogoz**, association dont le siège est à Pont-en-Ogoz (F. o. s. du c. du 10 juillet 1883, n° 102, page 814), a procédé le 6 mai écoulé à une révision partielle de ses statuts, et spécialement de l'art. 16 qui est formulé actuellement comme suit: «Des engagements de l'association vis-à-vis des tiers sont uniquement garantis par les biens sociaux à l'exception des dettes hypothécaires, pour lesquelles chaque associé est personnellement responsable.»

Graubünden — Grisons — Grigioni

1900. 5. Dezember. Die Firma **Fl. Mattli (Florian Mattli)** in Reichenau (S. H. A. B. 1884, pag. 66; 1892, pag. 233) hat ihre Korn-, Mehl-, Kolonialwaren-, Wein- und Branntweinhandlung und Bäckerei aufgegeben und betreibt nur noch Postpferdehaltere.

6. Dezember. Inhaber der Firma **Max Berger** in Davos-Platz, welche am 25. November 1900 entstanden ist, ist Max Berger, von Haag (Ober-Oesterreich), wohnhaft in Davos-Platz. Natur des Geschäftes: Tiroler-Artikel (Magasin Tyrolien). Geschäftslokal: Promenade 30, Haus Prader.

7. November. Unter der Firma **Aktienbrauerei Thusis** hat sich, mit dem Sitze in Thusis, eine Aktiengesellschaft gegründet, welche den Betrieb des Brauereigewerbes der erloschenen Firma «Dönier, Plattner & Cie.» bezweckt. Die Statuten sind im August 1900 festgestellt worden. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt. Das Aktienkapital beträgt Fr. 400,000 (Franken hunderttausend), eingeteilt in 200 auf den Inhaber lautenden Aktien von je Fr. 500 (Franken fünfhundert). Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen durch Publikation im Amtsblatt des Kantons Graubünden und in der «Bündner Post». Namens der Gesellschaft führen der Präsident oder der Vicepräsident mit einem Verwaltungsratsmitglied kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift. Dermalen besteht der Verwaltungsrat aus folgenden fünf Mitgliedern: Dr. J. Danuser, Präsident; Jacob Casparis, Vicepräsident; J. P. Hunger, Aktuar; Johannes Kobel und Caspar Gartmann, alle wohnhaft in Thusis.

Aargau — Argovie — Argovia

Bezirk Brugg.

1900. 7. Dezember. Unter dem Namen **Musikgesellschaft Villnachern** besteht, mit Sitz in Villnachern, ein Verein, welcher die Fortpflanzung der edlen Tonkunst, sowie die Pflege kameradschaftlichen und geselligen Lebens und Sinn für männliche Tugenden bezweckt. Die Statuten sind am 18. November 1900 festgestellt worden. Mitglied des Vereins kann jeder unbescholtene Einsass und Ortsbürger werden, welcher das 16. Altersjahr zurückgelegt hat, in bürgerlichen Ehren und Rechten steht und die erforderlichen Musiktalente, sowie geistige und körperliche Ausbildung und Gesundheit besitzt. Minderjährige von 16 bis 20 Jahren bedürfen zudem eines schriftlichen Anerkennungs-Zeugnisses ihres Vaters. Die Mitgliedschaft wird erworben durch schriftliche oder mündliche Anmeldung beim Präsidenten und Aufnahmebeschluss der Generalversammlung. Aktivmitglieder bezahlen einen monatlichen Beitrag von 40 Cts., Passivmitglieder einen Jahresbeitrag von Fr. 2. 40. Der Austritt kann jederzeit stattfinden gegen Bezahlung eines Austrittsgeldes von Fr. 10. Von letzterem befreien nur Krankheit, ärztliches Zeugnis, wodurch den Betreffenden das Spielen verboten wird, und Wegzug auf mehr als eine Stunde Entfernung. Die Mitgliedschaft wird ferner durch Ausschluss seitens der Generalversammlung verloren. Die Organe des Vereins sind: die Generalversammlung, der Vorstand und die Rechnungsrevisoren. Der aus 5 Mitgliedern bestehende Vorstand vertritt den Verein nach aussen. Namens desselben führen der Präsident und der Aktuar kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift. Präsident ist Gustav Richner; Aktuar ist Karl Peter, beide von und in Villnachern.

Bezirk Muri.

5. Dezember. Eintragung von Amteswegen: Inhaber der Firma **Josef Kreienbühl** in Sins, Gemeinde Meienberg, ist Josef Kreienbühl, in Meienberg. Natur des Geschäftes: Bau- und Möbelschreinerei, Holzhandlung.

Thurgau — Thurgovie — Thurgovia

1900. 6. Dezember. Die Firma **R. Weiss-Hosenfratz**, Hutmacher, in Frauenfeld (S. H. A. B. Nr. 148 vom 29. Mai 1896, pag. 614) ist infolge Konkurses von Amteswegen gestrichen worden.

7. Dezember. Die Firma **Adolf Zingg** in Berg (S. H. A. B. Nr. 97 vom 27. Juni 1883, pag. 776) ist infolge Todes des Inhabers erloschen.

Inhaberin der Firma **Witwe Bertha Zingg** in Berg, welche Aktiven und Passiven der erstern übernimmt, ist Witwe Bertha Zingg, geb. Allenspach; von und in Berg. Stickerei

7. Dezember. Die Firma **Hugo Guggenheim**, Tabak und Cigarren, in Diessenhofen (S. H. A. B. Nr. 246 vom 25. November 1892, pag. 994) ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

7. Dezember. Die Firma **Witwe Anna Thalman** in Auenmühle-Oberwangen (S. H. A. B. Nr. 5 vom 6. Januar 1900, pag. 19) ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

Inhaber der Firma **Wilhelm Thalman** in Auenmühle-Oberwangen, welche Aktiven und Passiven der erstern übernimmt, ist Wilhelm Thalman, von Oberwangen, in Auenmühle. Mülerei und Sägegeschäft.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Grandson.

1900. 6. décembre. La raison **J. Chapuis**, exploitation du Café Bellevue, à Grandson (F. o. s. du c. du 7 août 1893, n° 254, page 1024), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

Bureau de Lausanne.

5 décembre. Le chef de la maison **Ernest Peytrequin fils**, à Lausanne, est Ernest Peytrequin, fils, du Mont, domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Photographe-dessinateur. Bureau: 5, Route de la Solitude.

Bureau de Nyon.

30 novembre. La raison **A. Odelet**, à Nyon (F. o. s. du c. du 10 février 1893, page 134), est radiée ensuite du décès de la titulaire.

5 décembre. Le chef de la maison **Ed. Borgognon fils**, à Nyon, est Edouard-Louis Borgognon, de Riez et de Lutry, domicilié à Nyon. Genre de commerce: Epicerie, mercerie, droguerie, charcuterie. Magasin: Rue St-Jean n° 30.

5 décembre. La raison **Frédéric Diek**, à Begnins (F. o. s. du c. du 1^{er} mai 1883 et du 25 juin 1896, page 732), est radiée, le titulaire n'étant plus soumis à l'inscription.

Bureau d'Oron.

5 décembre. Le chef de la maison **Jean Jaton**, aux Cullayes, est Jean-Auguste, fils de feu Jean-Pierre Jaton, de Peney-le-Jorat, domicilié aux Cullayes. Genre de commerce: Achat et vente de lait et de ses produits.

Genf — Genève — Ginevra

1900. 5. décembre. La société en nom collectif **L. Techttermann & Co**, fabrique d'eaux gazeuses, à Genève, dont l'entrée en liquidation a été publiée dans la F. o. s. du c. du 17 septembre 1900, n° 314, page 1259, est radiée ensuite de la clôture de sa liquidation.

6 décembre. La société en nom collectif **Goldenberg & Wahl**, à Genève (F. o. s. du c. du 21 février 1898, n° 52, page 212), est déclarée dissoute, dès le 1^{er} novembre 1900.

L'ancien associé Marc Goldenberg, d'origine russe, domicilié à Genève, et Edouard-Léopold Wahl, de Genève, y domicilié, ont constitué à Genève, sous la raison sociale: **Goldenberg & Wahl**, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} novembre 1900, et a repris la suite des affaires, ainsi que l'actif et passif de la maison radiée. Genre d'affaires: Tissus, nouveautés, ameublements, miroiterie, horlogerie, avec sous-titre: «Magasin Général». Locaux actuels: 2, Rue Thalberg.

6 décembre. La raison **A. Flory**, à Genève (F. o. s. du c. du 18 décembre 1886, n° 113, page 801), est radiée ensuite de l'association ci-après constituée.

Les suivants: Gustave-Adolphe Flory, d'Aarau, domicilié à Genève, et son frère, Max Flory, des Etats-Unis d'Amérique, domicilié à Genève, ont constitué à Genève, sous la raison sociale **A. et M. Flory**, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} octobre 1895. Genre d'affaires: Fabrication et exportation de paille de fer et de laine d'acier. Locaux: 38/40, Rue du Môle.

6 décembre. La raison **E. Gaussen**, photogravure en tous genres et catalogues illustrés, à Grange-Canal (commune de Chêne-Bougeries) (F. o. s. du c. du 11 avril 1899, n° 121, page 487), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

6 décembre. Sous la dénomination de **Société Immobilière de Belmont**, et suivant acte passé devant Me Henri Maquemet et son collègue, notaires, à Genève, le 20 novembre 1900, il a été constitué une société anonyme ayant pour objet l'acquisition d'un terrain sis sur la route de Chêne (commune des Eaux-Vives), la construction d'une maison locative sur le terrain, la location et la vente de ces immeubles. Le siège de la société est fixé, Route de Chêne, dans l'immeuble social; sa durée est illimitée. Le capital social est fixé à la somme de trente mille francs (fr. 30,000), divisé en 120 actions de fr. 250 chacune, au porteur; le capital est en entier souscrit, et un cinquième sur chaque action a été versé, soit un total de six mille francs. La société est administrée par un conseil d'administration de 3 membres. Pour les actes authentiques ou sous seing privé à passer, les administrateurs pourront déléguer l'un d'eux et l'autoriser à représenter la société. Le premier conseil est composé de: Louis Cartier, entrepreneur de charpente et de menuiserie, demeurant aux Eaux-Vives; Charles-Marc Hensler, entrepreneur de serrurerie, et Mœne-Didolo Giraud, architecte, ces deux derniers demeurant à Genève. Les publications émanant de la société ont lieu par la voie de la Feuille d'avis officielle de Genève.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Verschiedenes — Divers.

Chinesische Rechtsverhältnisse. Einem Vortrag des Marinegerichtsrats Dr. Eichheim in Berlin, gehalten in der internationalen Vereinigung für vergleichende Rechtswissenschaft und Volkswirtschaftslehre entnehmen wir folgende Ausführungen.

Zunächst vertritt Eichheim die Zweckmässigkeit der Verwendung chinesischer Heizer auf europäischen Dampfern. Der Beruf eines solchen

Heizers gehört zu den schwersten und ungesundesten. Der Heizer hat in ungeheuren Temperaturen zu arbeiten. Nur wenige Leute überdauern das. Die Araber versagen meist noch eher als europäische Arbeiter. Nur die Chinesen halten es ohne ersichtlichen Schaden an ihrer Gesundheit aus. Es ist daher vom volkswirtschaftlichen wie vom hygienischen Standpunkt nichts dagegen zu sagen, dass dieser Beruf für europäische Arbeiter überhaupt ausscheidet und Arbeitern anderer Rassen überlassen bleibt, wenn auch das Uebergangsstadium mit der Schädigung einzelner verbunden ist. Sodann kam der Vortragende zu der gelben Gefahr. Zwar werde der chinesische Kaufmann dem europäischen Handel durch seinen Nachahmungstrieb gefährlich, vermöge dessen er sich bemüht, selbstständigen Handel mit europäischen und chinesischen Waren im europäischen Sinne zu treiben, und seine Lebenshaltung auf europäische Höhe zu heben; indessen könne kein grösseres Industrieunternehmen in China dauernd ohne strenge europäische Leitung bestehen, trotz der Nüchternheit und Genügsamkeit des chinesischen Arbeiters, übrigens sei der Chinese ein starker Esser. Er isst alles. Die Jahrtausende alte Seiden-, Elfenbein-, Stickerei-Industrie hat sich immer in bestimmten Familien fortgepflanzt. Der Chinese ist, wie der Japaner, ein guter Nachahmer, aber seine Arbeit ist nicht so exakt, wie die des europäischen Arbeiters. Der Chinese sieht das auch ein und bewilligt trotz seiner Verachtung gegen die fremden Teufel dem Europäer das Aufsichtsrecht. Der Japaner ist gefährlicher, er sucht es ehrgeizig dem Europäer gleich zu thun und diesem alles abzulernen. Der Chinese ist zwar bestrebt, den Europäer zu überlisten, aber das einmal abgeschlossene Geschäft wird prompt von ihm erledigt. Von grosser Wichtigkeit im Verkehr mit den Chinesen ist natürlich die Beherrschung der chinesischen Umgangs- und Handelssprache. Es ist erstaunlich, welche Fortschritte infolge der Veranstaltungen der deutschen Regierung die deutschen Unteroffiziere in der chinesischen Sprache gemacht haben. Wenn erst die Ruhe wieder hergestellt ist, werden Commis voyageurs, die Chinesisch können, sehr gesucht sein. Jetzt hindert der ungemein ausgebreitete, die Ware unglücklich verteuernde chinesische Zwischenhandel den Gebrauch europäischer Erzeugnisse in China. Die juristischen Betrachtungen und Erfahrungen Eichheim's in Kiautschau gehen dahin:

Die rechtlichen Verhältnisse sind ebenso schwierig als verwickelt, weil das deutsche Recht unter Berücksichtigung des gänzlich verschiedenen chinesischen Rechtes geübt werden muss. So werden z. B. Straftaten nach dem Gesetzbuch der grossen Tsingdynastie, dem Tatingbüch, gesühnt, dessen zum Teil barbarische Bestimmungen deshalb nicht immer gemildert werden können, weil sonst das Schutzgebiet zum Zufluchtsort aller chinesischen Verbrecher der ganzen Schantungprovinz werden würde. Dies Gesetz sieht die Strafen der Verstümmelung, der Verbannung, der Konfiskation sowie die Prügelstrafe mit dem grossen und mit dem kleinen Bambus vor. Bei den chinesischen Gerichten ist die Tortur noch ganz gäng und gäbe, um Geständnisse zu erpressen. Freiwillige Geständnisse kennt der Chinese gar nicht. Freiheitsstrafen gibt es nicht, wohl aber eine oft lebenslängliche «Untersuchungshaft», deren Dauer durch Nahrungsentziehung abgekürzt wird, wobei der Untersuchungsgefangene an Entkräftung stirbt. Aber neben diesem Barbarismus enthält die uralte, seit Jahrtausenden ausgebildete chinesische Gesetzgebung doch auch humane und gerechte Bestimmungen, deren einige unseren allerneuesten Fortschritten entsprechen. Das Urteil soll nicht sofort, sondern nach reiflicher Ueberlegung gesprochen werden. Die Verteidigung wird vom Richter angeordnet, das Bürgschaftswesen ist geregelt, der Versuch wird milder bestraft als die vollendete That, es gibt Vorschriften über Ideal- und Realkonkurrenz u. a. m. Da Freiheitsstrafen und Zwangsarbeit auf den Chinesen gar keinen Eindruck machen, sei auch der deutsche Richter genötigt, Körperstrafen auszusprechen. Ohne Prügel komme man nicht aus bei einem Volke, das an die grausamsten Strafen und an die grössten Entbehrungen gewöhnt ist. Mehr als 25 Hiebe werden nicht auf einmal gegeben und die angemessene Vollstreckung ist gewährleistet. Die Todesstrafe wird durch Enthaupten vollzogen. Das Gehängtwerden schreckt den Chinesen nicht, da er nicht den Tod als solchen, sondern nur den zerstückelten Zustand seines Leichnams fürchtet. Eichheim hat selbst drei Todesurteile gefällt. Beim zweiten Rückfall steht auch auf Diebstahl die Todesstrafe. Bei dem allgemeinen Tanz der Chinesen ums goldene Kalb werden Eigentumsvergehen strenger bestraft, als solche gegen das Leben. Fremdartig dünkt uns die Mitstrafbarkeit der Familie des Uebelthäters. Grosse Strafen werden gegen anonyme Anzeigen geübt; sie werden, ob wahr oder nicht, mit dem Tode bestraft. Dass der Chinese auch Gerechtigkeitsinn besitzt, beweist seine Anerkennung für unparteiische Rechtsprechung. Die Eingeborenen des Schutzgebietes haben sich gewöhnt, bei den deutschen Gerichten Recht zu suchen. Sehr wunderbar kam es einigen Dorfältesten vor, als sie eine gezahlte Kautions wieder zurück erhielten. So etwas war ihnen noch nicht vorgekommen, und noch lange stand der Empfänger und befühlte die einzelnen Silberstücke, weil er nicht glauben konnte, dass sie wirklich echt seien. Er brach in die Worte aus: «Der Himmel stürzt ein! Solche Richter gibt es nicht mehr!» Auf eine Anfrage erklärt der Vortragende noch, dass dem Chinesen der Begriff des Eides fremd und daher die Vereidigung der chinesischen Zeugen vor Gericht nicht zugänglich sei.

Schweizerische Strickwaren. Die Lage des Geschäftes in gerippter Damen- und Kinder-Unterwäsche, einer Specialität der schweizerischen Strickwaren-Industrie, ist, der N. Y. H. Z. zufolge, im allgemeinen eine befriedigende. Dieses Jahr hat bessere Durchschnitts-Resultate gebracht, als das in verschiedenen letzten Jahren der Fall war, trotzdem dass sich von Zeit zu Zeit mancherlei Schwierigkeiten einstellten, besonders durch das plötzliche Steigen der Preise der Rohmaterialien. Was den Import von besserer Ware anbetrifft, so ist für dieselbe erhöhte Nachfrage zu konstatieren, indem im allgemeinen die Tendenz zu Gunsten besserer und teurerer Artikel in wünschenswerter Weise zugenommen hat. Freilich ist dabei zu konstatieren, dass das Absatzgebiet für feinere Schweizer Ware kein allzu grosses ist, da die Nachfrage nach der importierten Ware in besserer Qualität von der Minorität, den Wohlhabenden, herrührt und nicht von der grossen Masse.

Recht erfreulich ist es, melden zu können, dass in diesem Jahre weniger in ein oder der anderen Weise hierher konsignierte Waren im Markte zu Schleuderpreisen auftraten und somit der Importeur sowohl als auch der Schweizer Fabrikant von Verlust verschont geblieben ist. Es ist mit Genugthuung zu begrüssen, dass die Fabrikanten bezüglich ungesunden Konsignierens augenscheinlich mehr Vorsicht obwalten lassen.

Was das derzeitige Geschäft anlangt, so ist dasselbe recht befriedigend, wengleich unglünstige Witterung im Oktober und zu Anfang dieses Monats das Geschäft verzögert hat. Seit dem Eintritt saisonmässig kühlerer Witterung ist jedoch ein recht glatter Geschäftsgang zu verzeichnen und kommen Duplikat-Ordres in befriedigender Weise herein, da die Lager der Abnehmer nicht gross sind. Wenn auch die Preise, besonders was billigere Ware anlangt, noch manches zu wünschen übrig lassen, so wird doch die Kon-

kurrenz, welche trotz des Steigens der Rohmaterialkosten noch zu altem Preise zu verkaufen suchte, mehr und mehr verdrängt.

Auch die Inland-Industrie in geripptem Damen- und Kinderunterzeug hat gute Erfolge und Fortschritte aufzuweisen und die Nachfrage nach heimischer Ware nimmt selbst bei der besseren Kundenschaft stetig zu. Trotzdem lässt sich nicht behaupten, dass die importierte Ware mit dem einheimischen Artikel kollidiert. Die Hauptnachfrage nach billiger Ware kommt hauptsächlich dem Produkt der heimischen Industrie zu gute. Sowie jedoch bessere Ware verlangt wird, so eignet sich dafür vorzugsweise das Schweizer Fabrikat, das sich vor dem Produkt der heimischen Industrie durch feinere Ausführung der Arbeit, wobei hauptsächlich Handarbeit zur Anwendung kommt, sowie besonders auch durch eigenartige Qualität auszeichnet. Das Schweizer Fabrikat appelliert an den feineren Geschmack des Publikums und kommt daher mit dem heimischen Produkt kaum in Wettbewerb. Man darf daher darauf rechnen, dass der den Ansprüchen eines besseren Geschmacks entsprechende importierte Artikel noch für lange Zeit im hiesigen Markte guten Absatz finden wird.

Streiks und Aussperrungen im Deutschen Reich 1899. Die Statistik der Streiks und Aussperrungen im Jahre 1899 ist in Band 134 der Statistik des deutschen Reiches zur Veröffentlichung gelangt.

Die Ergebnisse der amtlichen Zählung sind mit dem im September veröffentlichten Ziffern der gewerkschaftlichen Statistik nur schwer vergleichbar, da die Zählung der Streikfälle, ihre Unterscheidung in Einzelstreiks und Gruppenstreiks nach verschiedenen Grundsätzen erfolgt, in den amtlichen Feststellungen die Höchstzahl, in den gewerkschaftlichen Ermittlungen die Gesamtzahl der Streikenden erfasst werden soll u. s. w.

Amthlicherseits werden für das Jahr 1899 im deutschen Reiche 1336 Streiks gezählt, von denen bereits 14 vor dem 1. Januar 1899 begonnen hatten, und von denen 48 am 31. Dezember des genannten Jahres noch nicht beendet waren. Von 1288 innerhalb des Jahres 1899 zur Beendigung gelangten Streiks wurden überhaupt 7121 Betriebe betroffen, in denen bei Ausbruch der Bewegung 256,853 Arbeiter, darunter 40,062 im Alter von unter 21 Jahren beschäftigt waren; 1090 Betriebe wurden zum völligen Stillstand gebracht. Die Höchstzahl der gleichzeitig Streikenden belief sich auf 99,338 Personen (15,600 unter 21 Jahren), von denen 71,968 (8343 unter 21 Jahren) bei Ausbruch des Streiks zur sofortigen Arbeitsniederlegung berechtigt waren, während die übrigen als kontraktbrüchig nachgewiesen werden. Angriffsstreiks werden im ganzen 1019, Abwehrstreiks 269 gezählt. Vollen Erfolg hatten die Streikenden in 331, teilweisen in 429, überhaupt keinen Erfolg in 258 Fällen. Unter den Fällen des teilweisen Erfolges wurden diejenigen besonders berücksichtigt, in welchen den Streikenden voller oder teilweiser Erfolg in Bezug auf Erhöhung des Arbeitslohnes (238 Fälle) oder in Bezug auf Verkürzung der Arbeitszeit (22 Fälle) oder endlich in Bezug auf Forderung gleichzeitig (84 Fälle) zu teil wurde.

Aussperrungen wurden insgesamt 28 gezählt, von denselben wurden 427 Betriebe mit 8290 beschäftigten (darunter 408 unter 21 Jahre alten) Arbeitern betroffen, von denen 5298 Personen (219 unter 21 Jahren) ausgesperrt und ausserdem 1798 infolge der Aussperrung zum Feiern gezwungen wurden.

Internationale Telegraphenstatistik. Die soeben ausgegebene Statistik des internationalen Telegraphenbureaus pro 1899 zeigt uns wieder die Schwierigkeiten der internationalen Vergleiche. Und doch ist die internationale Vergleichbarkeit beharrlich zu erstreben, weil erst damit und in der Darstellung der Reduktion auf Fläche, Bevölkerungszahl etc. eine richtige Würdigung zu gewinnen ist.

Wir geben aus den leider nicht vollständigen Daten bezüglich der Länge der Telegraphenlinien und der Anzahl der beförderten Telegramme folgende Tabelle:

Staaten	Länge der Linien		Länge der Drähte		Beförderte Telegramme
	inklusive Eisenbahnen, Kanäle, Telephone etc.	exklusive Eisenbahnen etc.	inklusive Eisenbahnen etc.	exklusive Eisenbahnen etc.	
Deutschland	168,136	125,458	619,268	460,185	44,558,742
Oesterreich	53,620	35,662	161,565	112,578	14,697,898
Belgien	6,759	6,372	36,597	33,721	6,852,871
Bulgarien	5,375*	—	10,858*	—	1,356,041
Dänemark	5,843	3,993	19,631	13,551	2,123,398
Aegypten	8,000	4,000	22,000	17,000	2,958,258
Frankreich (Kontinent und Korsika)	145,202	135,896	531,519	521,909	48,144,151
Grossbritannien und Irland	71,896	20,221	528,623	416,464	93,515,124
Britisch Indien	39,563*	—	282,408*	—	7,291,071
Griechenland (1896)	8,295	—	9,502	—	1,395,591
Ungarn	22,565*	—	113,317*	—	7,677,265
Italien (1896)	39,515	—	122,463	—	10,033,284
Japan	—	25,674	—	99,361	14,497,636
Norwegen	13,432	11,587	36,735	33,260	2,184,694
Niederlande	5,937*	—	21,740*	—	5,341,189
Niederländisch Indien	—	9,615	—	12,834	677,365
Rumänien	—	6,930	—	17,860	2,238,049
Russland	159,104	147,915	388,947	323,987	13,876,969
Schweden	14,571	8,638	45,521	25,504	2,815,606
Schweiz	9,198	7,059	35,494	21,544	4,125,731
Serbien	3,790*	—	5,579*	—	1,078,420
Südastralien	9,162	—	27,265	—	1,237,003
Spanien	32,021*	—	74,506*	—	5,058,104
Ver. Staaten (C ^o West-tern-Union)	307,245*	—	1,476,562*	—	62,663,044

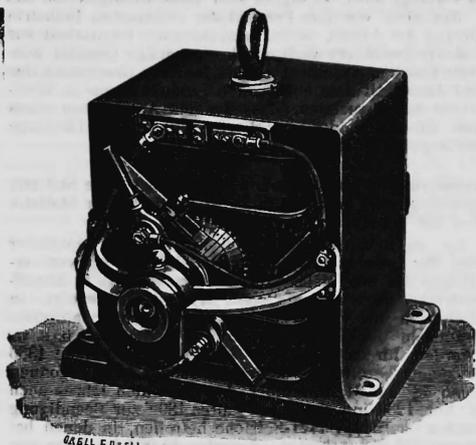
* unbestimmt ob inklusive oder exklusive der Eisenbahn- etc. Linien resp. Drähte

Ausländische Banken. — Banques étrangères.

Banque d'Angleterre.							
29 novembre		6 décembre*		29 novembre		6 décembre	
£		£		£		£	
Encaisse métallique	20,516,381	19,524,750	Billets émis	47,328,080	47,219,555		
Réserve de billets	18,717,440	17,766,180	Dépôts publics	7,840,827	5,913,664		
Effets et avances	27,706,558	26,948,534	Dépôts particuliers	39,556,454	40,358,165		
Valeurs publiques	17,495,174	18,176,060					
Banque nationale de Belgique.							
29 novembre.		6 décembre.		29 novembre.		6 décembre.	
fr.		fr.		fr.		fr.	
Encaisse métall.	105,437,429	111,809,273	Circulat. de billets	597,509,210	570,845,180		
Portefeuille	498,412,701	481,277,515	Comptes-courants	74,164,743	85,707,713		

Fabrik elektrischer Maschinen und Apparate

A. Zellweger in Uster.



Dynamo-Maschinen
für Beleuchtungswecke und Kraftübertragung.

Elektromotoren in allen Grössen.

Installation elektrischer Beleuchtung jeden Umfangs,
mit und ohne Accumulatoren.

Bogenlampen. — Glühlampen.

Telephonapparate
besonders lautsprechend.

Elektrische Kontrollapparate für alle Zwecke.

Hotelsonnerien.

Schöne weisse Vernicklung.

(1570) **Gute Zeugnisse.**

Installations-Bureau Zürich u. Musterlager:
Werdmühlegasse 24, unt. Bahnhofstr.

Schlussruf.

(Nach § 9 des Gesetzes über Rechnungsprüf- und Bekanntmachungen von Bevogteten.)
An **Böniger, Adam**, sel., Kaufmann, von Nidfurn, wohnhaft gewesen in Schwanden, in sein Haus.
Die Schuldpflicht für die Erben und Rechtsnachfolger des Verstorbenen hört vier Wochen nach erfolgter Publikation des Schlussrufes auf, sofern die Rechnungseinlage innerhalb dieses Termins unterlassen worden ist.
Glarus, den 8. Dezember 1900.

Namens der Regierungskanzlei des Kantons Glarus:
Der Ratsschreiber: **B. Trümpy.**

Schlussruf.

(Nach § 9 des Gesetzes über Rechnungsprüf- und Bekanntmachungen von Bevogteten.)
An den **Milchkonsumverein Netstal**, wegen Verwaltungsänderung, zu dessen Präsidenten, **Karl August Heer** in Netstal.
Die Schuldpflicht für die Debitoren hört nach einem Jahre nach erfolgter Publikation des Schlussrufes auf, sofern die Rechnungseinlage innerhalb dieses Termins unterlassen worden ist.
Glarus, den 8. Dezember 1900.

Namens der Regierungskanzlei des Kantons Glarus:
Der Ratsschreiber: **B. Trümpy.**

Amtliches Güterverzeichnis

ausgekündigt
unter Bedrohung des Rechtsnachteils des Verlustes der Forderungs- und Bürgschaftsrechte.
Oehler-Osthues, **Carl Alfred**, Ingenieur, von und in Aarau (Associé der Firma **A. Oehler & Co**, Maschinenfabrik und Eisengiesserei Aarau).
Eingabefrist bis und mit **31. Dezember 1900** in der Gerichtskanzlei Aarau.
NB. Die das Geschäft **A. Oehler & Co** betreffenden Forderungen sind innert obigem Eingabetermin ebenfalls anzumelden.
Aarau, den 1. Dezember 1900.

Der Gerichtspräsident: **Heller.** Der Gerichtsschreiber-Stellvertreter: **Härdi.**

Compagnie de chemin de fer Montreux-Monthovon.

MM. les souscripteurs d'actions sont avisés qu'un
4^{me} versement de fr. 100
par titre est appelé. Ce versement devra se faire à la Banque de Montreux du 15 au 20 janvier 1901.
Montreux, le 7 décembre 1900.

Le conseil d'administration.

Fabrique suisse de Coutellerie et Services à Delémont.

Messieurs les actionnaires de la Fabrique suisse de Coutellerie et Services à Delémont sont convoqués en assemblée générale pour samedi, le **22 décembre 1900**, à 2 heures de l'après-midi, au bureau de la fabrique, avec l'ordre du jour suivant:
1^o Examen et approbation des comptes de l'exercice 1899/1900.
2^o Rapport du commissaire-vérificateur.
3^o Décharge au conseil d'administration.
4^o Nomination d'un contrôleur et d'un suppléant pour 1900/1901.
5^o Revision des statuts et éventuellement modification du capital-actions.
6^o Compléter le conseil d'administration.
Delémont, le 7 décembre 1900.

Le conseil d'administration.

Einwohnergemeinde Langenthal.

Anleihen von Fr. 360,000 und Fr. 109,000.

Die Coupons pro 31. Dezember 1900 werden vom 15. Dezember hinweg an unserer Kasse eingelöst.
Bank in Langenthal.

(1816)

Bank in Langenthal.

Kommanditär.

Tüchtiger Kaufmann, in den besten Jahren, Prokurist einer der grössten Grobeisenhandlungen d. Schweiz, sucht sich selbständig zu machen und wünscht zu diesem Zwecke mit einem oder zwei Herren, die über grössere Kapitalien verfügen, in Verbindung zu treten. Tüchtige, seriöse Kaufleute könnten sich eventuell auch aktiv im Geschäft betätigen. Zwanzigjährige Praxis, gründliche Kenntnis der Branche, sowie best-eingeführte Reisekräfte zur Seite, bürgen für unbedingten Erfolg. (1817)
Gef. Offerten mit Angabe der Kapitaleinlage unter Chiffre **Z K 8360** an **Rudolf Mosse**, Annoncen-Expedition, in Zürich.

Junger Schweizer, vom Ausland zurückgekehrt,

sucht Stelle am liebsten in ein solides

Bankhaus.

Nebst Kenntnis der einfachen und doppelten Buchhaltung ist er in Wort und Schrift der französischen u. englischen Sprache mächtig. Beste Referenzen stehen zu Diensten.
Der Eintritt kann sofort erfolgen.
Gef. Offerten an **ZaG 1544 Rudolf Mosse**, St. Gallen. (1800)

Rudolf Mosse, Zürich-Bern.
Alleinige Inseraten-Annahme des „Schweizer Handelsamtsblatt“.

Société d'Entreprises Electriques

2^{me} Tirage des Obligations.

Le Conseil d'administration informe MM. les porteurs d'obligations que, le 6 décembre 1900, il a été procédé, par devant notaire, au tirage au sort des obligations appelées au remboursement en fr. 500. — à partir du 1^{er} février 1901.

I^{re} SÉRIE.

Nos	72	247	366	640	849	1121	1270	1572	1968
	82	268	470	732	851	1164	1335	1723	2000
	143	302	504	734	901	1167	1351	1861	
	159	309	519	746	1004	1229	1411	1888	
	176	327	595	760	1083	1235	1528	1899	
	229	361	604	795	1149	1259	1538	1958	

(1822)

II^{me} SÉRIE.

Nos	107	142	241	480	531	674	793	856	961
	128	171	255	510	645	715	820	896	
	133	228	257	515	652	752	829	913	

A. G. Sonnenbergbahn.

Dritte u. letzte Aktieneinzahlung.

Die verehrten Aktionäre werden hierdurch eingeladen, die dritte und letzte Einzahlung mit 30 %
abzüglich Bauzins à Fr. 500 bis 31. Dezember 1900 à 5 %
pro rata temporis

Fr. 150. —

» 4.90

Fr. 145.10

per Aktie unter Vorweisung der Interimsscheine bis spätestens den **15. Dezember** nächsthin bei der Bank in **Luzern** zu leisten.

Der Zeitpunkt des Titelaustausches wird später bekannt gegeben werden.

Luzern, 10. Dezember 1900.

Namens des Verwaltungsrates der A. G. Sonnenbergbahn:

(1818)

Der Vicepräsident:

Arn. Cattani.



Bureau-Fauteuil

Patent 18108.

Sitz zum vor- und rückbewegen.

Neuste Klavierstühle.

Katalog franko. (1749)

Herm. Böhme, Möbelfabrik,

Spezialität für Sitzmöbel,
Zürich V, Dufourstrasse 157.



Die echten Amerikaner eisernen **Heizöfen** „die besten der Welt“ für grosse Räume, sind besser, schöner, billiger in der Anschaffung und im Betrieb, als alles, was in Europa bis anher fabriziert wird. Coke, das billigste Feuermaterial, oder Anthracit kann verwendet werden. Auch

für Coke, Steinkohle oder Holzfeuerung sind vorrätig u. ladet zum Besuch seines Lagers höflich ein

(1408)

J. R. Bitter, Neuquartier, Zofingen.

Bilder u. Preise gratis u. franko. — Beste Referenzen.

